

L'autre Amérique

MANAGEMENT



ON INVOLVED

15

1^{er} trimestre 1997

25,00 F

EDITIONS
SYLÉPSE

3 ♣ Buchanan nous a appris une chose
 △ Bob Wages

5 ♣ Les liaisons inavouées et publiques
 des partis
 △ David Finkel

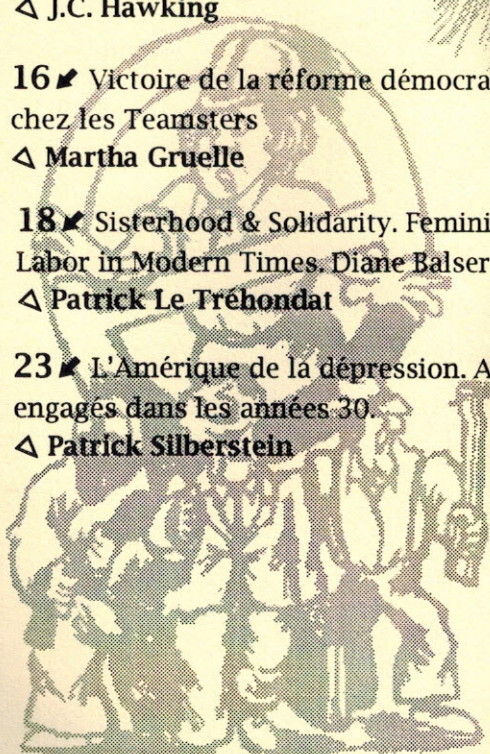
7 ♣ Le meilleur comme le pire
 △ Jim Cohen

10 ♣ Staley, Decatur, Illinois: premier bilan
 △ J.C. Hawking

16 ♣ Victoire de la réforme démocratique
 chez les Teamsters
 △ Martha Gruelle

18 ♣ Sisterhood & Solidarity. Feminism &
 Labor in Modern Times. Diane Balser
 △ Patrick Le Tréhondat

23 ♣ L'Amérique de la dépression. Artistes
 engagés dans les années 30.
 △ Patrick Silberstein



UNIONBUSTERS

Coming soon to a local newsstand!

Buchanan nous a appris une chose...

par **Bob Wages**

Président de l'OCAW (Syndicat des travailleurs
de l'énergie atomique et du pétrole), animateur de
Labor Party Advocates

J'ai plusieurs fois eu l'occasion dans le passé, d'entendre mes collègues railler mon action en faveur du *Labor Party Advocates* [Réseau pour la fondation d'un «Parti du Travail», NDLR]. Et, chose surprenante, Pat Buchanan s'est emparée de cette question sans que je puisse dire un mot. Cela doit être quelque peu singulier pour tous les bureaucrates (et y compris pour moi, cela semble original) d'entendre parler des licenciements, de la baisse des salaires et du manque d'audace de la classe ouvrière et de se retrouver devant un fasciste américain qui en fait une question politique alors que le président Clinton ne pense qu'à étendre le traité de libre échange (NAFTA) aux autres pays d'Amérique du Sud. Que Buchanan se soit permis une telle incursion sur ce qui devrait être le terrain fertile des positions pro-ouvrière des démocrates est une preuve qu'il existe une autre voie dans ce pays mais aussi que personne ne prend en compte les intérêts des salariés et les problèmes qui les préoccupent. Le Parti démocrate est devenu le parti modéré des entreprises qui croit que celles-ci doivent se conduire en bonnes citoyennes et que le business du gouvernement est de promouvoir le business. Alors que le Parti républicain lui considère que le plus fort doit survivre. Dans les deux cas, les sacrifiés sont les travailleurs [...]

Que l'on en soit satisfait ou non, le fait est là, la résonance du message de Buchanan chez les salariés

L'autre Amérique

42 rue d'Avron

F 75020 Paris

e mail : sylleps@pratique.fr

RÉDACTION

Pierre Bravo Gala, Marie-Agnès Combesque,
Patrick Le Tréhondat, MM, Patrick Silberstein,
Sylvain Silberstein, Jean-Jacques Ughetto.

directeur de publication : Patrick Le Tréhondat

ISSN 1243-8294

n° CPPAP 74310 – imprimé par nos soins

ABONNEMENT

5 numéros : 100 F

chèques à l'ordre des Éditions Syllepse

est la preuve qu'aucun parti politique ne représente leurs intérêts. C'est aussi un fait que les républicains de Wall Street attaque Buchanan comme un extrémiste, et ignore qu'il est le seul à parler des emplois et des écarts de salaires et de l'arrogance de l'argent. Et nos toujours confiants démocrates restent de côté, sans bouger, sans rien dire sur ces questions, alors que leur principal souci devrait être la dénonciation de la cupidité des *corporates* américaines.

Il y a quelque chose de profondément déformé ici et je voudrais soumettre l'idée que le Parti démocrate aujourd'hui n'est qu'une copie des républicains à la Rockefeller des années 60 et 70. [...] Ce parti nous a usés et désorganisés jusqu'au bout et nous nous retrouvons avec Buchanan pour parler à notre place.

J'ai répété que aussi longtemps que la représentation politique dans ce pays s'organisera autour de deux partis politiques, qui ne prennent pas en compte les intérêts des travailleurs, ceux-ci seront amenés à graviter autour d'un pôle attractif produit par l'extrême droite.

Nous devons répondre à la peur et aux reproches. Nous devons répondre à la haine et aux récriminations. Nous devons répondre aux mensonges sur les armes aussi facilement que nous répondons aux mensonges des libéraux.

Oui c'est vrai, je suis décontenancé par le discours de Buchanan sur les emplois et les injustices, parce que je pense qu'il montre que si nous ne nous organisons par pour parler pour nous-mêmes, nous n'aurons que ce que nous méritons.



Les liaisons inavouées et publiques des partis

par David Finkel

Éditorialiste à Against The Current (Detroit)

L'élection du démocrate Bill Clinton n'est pas une surprise. Au-delà du résultat, une certitude : l'épicentre de la vie politique américaine sera le centre droit. C'est surtout les symboles, et non les majorités politiques, qui ont été déterminés par le vote. Le prochain congrès peut être consolidé par une courte majorité conservatrice du Parti démocrate ou une courte majorité républicaine, « modérée et conservatrice ». Il est possible qu'un parti contrôle la chambre des représentants et l'autre le Sénat. Ce type de politique de « cohabitation » est facilement géré depuis que la discipline de parti n'existe plus aux États-Unis, comme c'est le cas encore dans la majorité des systèmes parlementaires.

Toute législation dépend de la considération des coalitions plutôt que de la ligne de vote des partis. Clinton gouverne ainsi depuis 1994, depuis que le Congrès est contrôlé par une majorité républicaine.

Les deux premières années de la présidence Clinton, alors que les Démocrates contrôlaient la Chambre et le Sénat, sont généralement considérées comme un désastre politique. L'habileté de Clinton à forger une coalition législative avec l'aile droite dure du parti est illustrée par les pourparlers du projet de loi *Welfare Reform* (réforme de l'État providence), qui est en réalité la plus brutale attaque contre les législations sociales établies ces cinquante dernières années aux États-Unis.

La politique de Clinton de partenariat avec les Républicains, le « *bipartisan ship* » (bipartisme), ainsi dénommé dans le jargon politique américain, joue un rôle reconnu dans le pays. Par son manque de principes, ce bipartisme augmente l'affinité entre l'administration Clinton et les classes économiques dirigeantes. Beaucoup de ces dirigeants voient en Clinton celui qui peut consolider les grandes tendances des quinze dernières années – affaiblissement de l'Union, des droits civils et des « *welfare reforms* » – sans pousser trop loin pour ne pas provoquer une large colère populaire.

En plus du considérable support de ces classes dirigeantes, Clinton apprécie le soutien des deux grands groupes d'électeurs. Le premier, représentant les classes moyennes et professionnelles qui votent en grand nombre et qui sont satisfaites de leur propre statut économique, ne veut pas changer de président dans une période de prospérité pour lui. Ce sentiment est partagé par beaucoup de travailleurs qui ont un emploi stable, même s'ils sont sensibles à la rhétorique républicaine concernant la loi et l'ordre, le statut des homosexuels ou le contrôle des armes.

Le second représente ceux qui sont inquiets du programme républicain, comme la minorité afro-américaine terrifiée par les menaces de l'administration républicaine. Le candidat républicain Bob Dole, bien qu'il se recommande du centre de son parti plutôt que de la

droite activiste dure, s'est ouvertement prononcé dans son discours lors de la convention républicaine contre des « *teachers unions* » (classe intellectuelle). Ces propos inquiètent les Noirs américains qui craignent que ce parti ne détruise leurs actions pour leur reconnaissance et les laisse en permanence en marge de l'économie et de la société.

Les femmes, quant à elles, craignent que la Maison Blanche républicaine et le Congrès ne désignent à nouveau l'avortement comme un crime. Enfin, les Latinos n'attendent rien de la politique de restriction de l'immigration voulue par les Républicains.

La crise guette le Parti républicain dont beaucoup de factions sont détenues par la « droite républicaine », organisée dans la Coalition chrétienne. Cette tendance est plus religieuse que dans les pays européens et milite pour une intervention directe de l'idéologie religieuse dans la vie politique. En effet, l'activisme politique religieux s'est propagé en Amérique plus que partout ailleurs dans le monde, même en Iran. Depuis que la majorité de cette base électorale active est républicaine par inclination, la Coalition chrétienne a sophistiqué sa machine politique et gagné une énorme influence. Les religieux rappellent les droits anti-avortements, anti-homosexuels, partent en croisade pour restaurer la prière dans les écoles publiques avec une réaction sociale très dure. Les possibilités existent pour ce mouvement de tourner le Parti républicain vers l'homophobie, la suprématie masculine, l'Amérique chrétienne comme nouvelle base électorale. La Coalition chrétienne considère que la perte des élections est due à la ligne insuffisamment conservatrice de Bob Dole. Elle peut voir plus loin pour les élections de l'an 2 000 où le candidat républicain devrait être le populaire Jack Kemp.

Si les Afro-Américains et les leaders syndicaux ont soutenu Clinton inconditionnellement, ils n'ont fait aucune demande pour le développement des droits civiques ou pour limiter les attaques anti-syndicales. La convention démocrate de 1996 révèle la situation. Il n'y a pas d'opposition à Clinton mais les trois mots « *Universal Health Care* » (santé pour tous), slogan de la convention de 1992, n'ont jamais été évoqués et ont été remplacés par une croisade contre le tabagisme chez les adolescents.

La présence des syndicalistes lors de la convention démocrate a été bonne. Cependant, la défense des syndicats était absente des débats. Ces syndicalistes, politiquement engagés, ont compris pourquoi les acclamations étaient destinées au candidat démocrate et non à son programme. L'AFL-CIO a versé 35 millions de dollars et ses membres ont volontairement soutenu et participé à la campagne pour la réélection du président démocrate, qui n'est pourtant plus du tout pro-travailleuse. Toutes ces illusions sociales démocrates masquent le fait que rien dans le programme du Parti démocrate ne ressemble à un authentique projet progressiste. Une frange radicale se réorganise, représenté notamment par Ralph Nader, candidat du Parti des Verts, et fait des efforts politiques, sans que l'on sache quel sera réellement son impact.

Quoi qu'il en soit, les résultats ne marquent pas une fracture entre droite et gauche, mais une consolidation du consensus existant dans la bourgeoisie politique.



Le meilleur comme le pire

Entretien avec Jim Cohen

Maître de conférences de sciences politiques,
Université de Paris-VIII

Au-delà des résultats électoraux du 5 novembre, comment les Américains appréhendent-ils la situation de leur pays en l'an 2000 ?

Il y a presque autant de perceptions que d'Américains. Personnellement, je vois quelques grandes tendances. D'abord, en dépit des chiffres qui indiquent que le chômage est en baisse et que l'économie américaine est une « formidable machine à fabriquer des emplois » (voir les dossiers récents du *Monde* et de *Libération*), les États-Unis vont vers une société plus duale. Il y a peut-être moins de chômage qu'en Europe, mais il y a aussi des centaines de milliers de salariés pauvres, et la politique économique en vigueur favorise l'emploi seulement dans la mesure où les salaires restent bas (c'est-à-dire relativement « compétitifs » dans l'économie libérale mondialisée).

On ressent souvent ce phénomène de dualisation comme une fatalité, mais il est politique. Les démocrates comme les républicains s'adressent à un électorat très réduit, essentiellement de classe moyenne et plus intéressé par ses problèmes d'ordre privé que par la « chose publique ». Le grand mythe conservateur, selon lequel le problème social principal, c'est le déficit budgétaire et l'« État envahissant », est maintenant très implanté dans la population. On n'y adhère pas toujours à cent pour cent, mais il structure le discours public faute d'une autre vision sociale cohérente. Ce mythe justifie le fait de négliger les grands problèmes socio-économiques, la pauvreté urbaine, l'exclusion, la dégradation des écoles publiques, la discrimination raciale, etc., car l'État n'est plus censé fournir des réponses à ces problèmes – sauf peut-être en renforçant la répression contre les exclus. Pour le reste, c'est chacun pour soi. Si l'on a la chance de vivre dans une confortable banlieue pavillonnaire, on peut se payer de bonnes écoles, des services municipaux efficaces, mais pour les autres, tant pis. Ce rejet des pauvres est légitimé par un mélange de la bonne vieille éthique du travail et le stéréotype racial qui présente le Noir ou l'hispanique comme un parasite. Un modèle social excluant – et hyperviolent – se matérialise sous nos yeux.

Un autre phénomène très lié, c'est l'essor d'une droite chrétienne fondamentaliste qui fournit au Parti républicain une grande partie de ses troupes et qui représente, qu'on le veuille ou non, le mouvement social le plus dynamique du pays. On sait que les États-Unis sont une société à forte charge religieuse, et quand on y ajoute la politique conservatrice, cela fait un mélange détonant, réellement dangereux. Les partisans d'un ordre moral traditionnel se font légion.

Patrick Buchanan, candidat de l'aile droite du Parti républicain, recrute massivement chez ces fondamentalistes en leur prêchant un populisme ethniciste et

un rejet violent des effets socio-économiques de la mondialisation, un peu comme Le Pen. C'est un discours qui porte beaucoup plus qu'on ne le croit. Derrière Robert Dole, Républicain « modéré », se profile une armée populaire de « Chouans » sous l'influence de quelques sombres démagogues. Ils ne sont pas toujours vainqueurs dans les luttes qu'ils mènent localement et nationalement – il y a aussi toute une Amérique qui les insupporte – mais ils rêvent d'un pays « chrétien », « blanc », « purifié » des homosexuels, etc., et le Parti républicain ne sait plus comment les contenir. La crise sociale enfante décidément des monstres, en l'absence d'une vision sociale émancipatrice largement partagée.

Mais les minorités ethniques ne vont-elles pas finir par devenir majoritaires ?

Certains démographes s'amuse en effet à faire des projections pour l'an 2100 qui donneraient au pays une majorité de « non-Blancs ». Je n'en sais rien. Mais le vrai problème est ailleurs. C'est la définition d'un modèle de citoyenneté rendant possible la coexistence entre les Blancs, les Noirs, les Hispaniques, les nouveaux immigrés asiatiques, etc. On le sait, la logique communautaire a toujours été forte dans la société américaine et elle n'est pas près de disparaître. Elle peut pousser la division très loin. L'actuel débat sur le thème du « multiculturalisme » montre qu'il y a un vrai malaise. Face à un courant conservateur qui s'accroche à une identité anglo-saxonne et « occidentale », la gauche fait souvent l'éloge béat de la diversité, de la « multiculturalité ». Mais on pose encore trop peu la question : en fonction de quelle vision de l'avenir, quelle pratique de lutte, peut-on construire des passerelles entre les communautés, créer une vraie « coalition arc-en-ciel », pour reprendre l'expression de Jesse Jackson ? Les États-Unis n'accoucheront pas spontanément d'un modèle républicain et laïque à la française, c'est dans la pratique des luttes qu'il faudra surmonter les méfiances, créer un terrain démocratique commun.

Cette gauche que vous mentionnez, en quoi consiste-t-elle ?

La gauche en tant que telle est largement invisible. Les mass médias n'en parlent presque jamais. La presse de gauche est souvent excellente (cf. *The Nation*, *In These Times*, *Left Business Observer*, etc.) mais peu lue en dehors des milieux militants ou intellectuels. Mais on sent actuellement un frémissement multiforme : les syndicats se donnent une nouvelle direction plus dynamique et moins corrompue ; des syndicalistes de gauche viennent de fonder un Parti du travail (qui hésite pour l'instant à se lancer dans la lutte électorale) ; des écologistes de diverses tendances essaient partout ; le *New Partys* s'ancre dans plusieurs régions en liant de façon originale les questions du travail à celles de la ville ; le candidat vert Ralph Nader dénonce avec éloquence la pourriture de la vie politique par l'argent ; la campagne pour sauver le condamné à mort Mumia Abu-Jamal connaît un succès inégal selon les régions mais somme toute remarquable.

Cela dit, il faut rester lucide et éviter pour le moment de rêver de l'émergence à court terme d'un nouveau pôle de gauche. N'oublions pas que le mouvement social le plus fort reste celui de la droite chrétienne, qui fait du porte à porte, s'infiltrer dans des conseils municipaux et des conseils d'administration scolaire (*school boards*), etc. Et la dynamique sociale dominante reste celle de la dualisation. Il y a encore beaucoup de chemin à faire et tout peut arriver, le meilleur comme le pire.

Les États-Unis représentent-ils toujours une superpuissance mondiale ?

Oui, et d'une certaine façon plus que jamais. Mais il faut nuancer. Nous ne sommes plus dans un système impérialiste classique. La mondialisation telle qu'elle se manifeste aujourd'hui revient à une exportation tous azimuts du système libéral dans le monde entier ; peu de pays essaient d'y résister et aucun ne le fait avec succès. Dans ce nouveau jeu mondial, les États-Unis gardent des atouts considérables mais ils ont perdu une partie de leur hégémonie économique. Une véritable guerre commerciale est en cours contre les deux autres grands blocs : celui de l'Europe occidentale et celui du Japon. Clinton, comme son prédécesseur Bush – ici il n'y a aucune différence –, poursuit une politique agressive qui se traduit, par exemple, par des lois qui non seulement renforcent l'embargo contre Cuba, la Libye et l'Iran mais l'imposent à ses partenaires commerciaux. Il reste à voir si l'Europe trouvera une riposte efficace à ces lois.

Pour compenser la suprématie économique perdue, les États-Unis essaient d'affirmer un quasi-monopole dans le domaine militaire. La Guerre du Golfe a été un grand tournant de ce point de vue. Ils veulent conserver un contrôle militaire sans partage sur toute cette région, qui est stratégique pour eux, surtout en raison du pétrole. Mais dernièrement, en Irak, ils ont rencontré les limites d'une politique fondée sur la force brute.

Dans le conflit israélo-arabe, les États-Unis veulent rester l'unique et incontournable interlocuteur de tous les acteurs, sans remettre en cause leur quasi-alliance avec Israël. La droite au pouvoir en Israël veut casser le processus de paix issu des accords d'Oslo, et les États-Unis sous Clinton sont apparemment prêts à laisser pourrir la situation en appuyant Israël de façon acritique. Cette politique est aussi dangereuse pour les peuples de la région que pour l'hégémonie américaine elle-même. Elle est vraiment le produit d'un monstre sans tête. Nous verrons si la tentative de M. Chirac pour briser le monopole américain réussira. C'est crucial, la suite du processus de paix en dépend. Inutile d'attendre le président américain qui va obliger Israël à respecter la lettre et l'esprit des accords signés en 1993.

Découvrez l'autre Amérique

L'autre Amérique, n° 3

Syndicalisme: les nouveaux pionniers

Labor Goes global

Sauver les emplois dans l'automobile
et sauver les communautés : un impératif américain

Mary McGinn, Kim Moody, Jerry Tucker,

L'autre Amérique, n° 4

Les pionniers de la nouvelle alliance

Decatur, Illinois

L'autre Amérique, n° 6

Le mouvement pour la justice environnementale
dans le Sud

Southern Organizing Committee

L'autre Amérique, n° 7

Decatur, La guerre de classe

L'autre Amérique, n° 10

Poste, télécom et privatisation

L'autre Amérique, n° 11

L'extrême droite américaine

Staley, Decatur, Illinois : premier bilan

par J.C. Hawking

Responsable de la campagne de solidarité *Campaign for Justice*, elle écrit, en collaboration avec Steven Ashby, un livre sur le lock-out de Staley.

Quelques jours avant Noël dernier, un mauvais vent a soufflé sur le mouvement ouvrier. Les travailleurs lock-outés de Decatur, Illinois, en lutte depuis plus de 3 années contre la multinationale Staley/Tate and Lyle ont décidé à 56 % d'accepter la dernière proposition de convention faite par l'entreprise.

Art Dhermy, un des dirigeants syndicaux de cette lutte qui attira un large soutien dans tout le pays, se rendit le soir même devant les piquets qui se tenaient encore devant les portes de l'usine, appelant les travailleurs à rentrer chez eux. Ce soir là, des membres de la section 737 de l'UPIU abandonnèrent leur poste de garde les yeux pleins de larmes de désespérance. La convention proposée par la société élimine de nombreuses clauses de protection en matière d'hygiène et de sécurité, les droits à l'ancienneté, les procédures de négociation et instaure des conditions de travail pénibles notamment en matière de rotation des horaires de travail tous les 30 jours. La même proposition de convention avait été rejetée par 96 % des travailleurs en juillet 1995. Par une sombre ironie, la victoire était pourtant à portée de main. [...]

De nombreux observateurs se sont demandés « Pourquoi les travailleurs ont-ils abandonné ? ». La vraie question est « Comment ont-ils pu tenir si longtemps ? ». Des ouvriers de Staley soulignent, avec fierté, que 44 % d'entre eux voulaient continuer la lutte, après 30 mois d'affrontement avec un si puissant adversaire. Lorsque Dan Lane, membre de la section syndicale, mit fin, début novembre, à sa grève de la faim au bout de 65 jours, John Sweeney, le nouveau président de l'AFL-CIO, promit que 40 militants de la centrale, dont 12 permanents, consacraient leurs efforts à développer la campagne contre Pepsi. Cette entreprise qui représente 30 % du chiffre d'affaires de Staley, dans la fourniture des produits sucrés, subissait déjà la pression des dizaines de milliers de militants appelant au boycott de la célèbre boisson, dénonçant les liens entre Staley et Pepsi. Sweeney jura de faire de la campagne contre Pepsi la priorité numéro un de sa nouvelle équipe. Mais la direction du syndicat *United Paperworkers International Union*, auquel appartient la section 7387 de Staley, insista sur le fait qu'elle avait pris en charge et contrôlait déjà la campagne. Sweeney, ne souhaitant pas s'opposer à un syndicat, sitôt nouvellement élu à la tête de l'AFL-CIO, s'inclina devant le président de l'UPIU, Wayne Glenn, et apparemment fit marche arrière.

Pourtant, selon une source d'information venue de l'intérieur même du célèbre producteur de boissons, Pepsi rechercherait un autre fournisseur si le conflit n'avait pas pris fin au 1^{er} janvier 1996, date de l'expiration du contrat entre Pepsi et Staley. En dépit de

la décision du comité de négociation de la section de ne pas soumettre au vote la convention proposée par Staley, identique aux précédentes et déjà par deux fois rejetées, la direction de l'UPIU décida de forcer le vote. Glenn fit savoir par lettre au président de la section locale Dave Watts, que l'UPIU exerçait ainsi son pouvoir de syndicat par-dessus la tête de la section syndicale. De plus l'assistant de Glenn participa à une émission de radio à Decatur, défendant la proposition de la convention faite par la direction Staley, et déclarant qu'il « ne voulait même pas imaginer que la proposition puisse être rejetée ». [...]

La direction de l'UPIU se vanta des 2 millions de dollars versés à la caisse de solidarité des Staley comme signe de loyauté à leur égard. Elle s'attribua le succès de la campagne de boycott contre les bières Miller, un important client de Staley. En fait l'UPIU n'a rien fait dans la campagne Miller. Lorsque Miller a abandonné Staley en novembre 1994, ce fut avant tout le résultat de l'ample campagne de la section syndicale elle-même. Les efforts de l'UPIU contre Pepsi furent médiocres contrairement à ceux des comités de solidarité nés dans tout le pays. Par deux fois, le syndicat sabota des manifestations devant le siège de Pepsi, à New York et mit en garde plusieurs fois les travailleurs et leurs supporters contre leurs actions contre Pepsi, par peur d'éventuels procès que la firme aurait pu attenter. Aujourd'hui l'UPIU tente de mettre la main sur la liste des destinataires de *War Zone Newsletter*, [Journal de la zone de guerre, NDLR] édité par les travailleurs en lutte de Staley, et dont le dernier numéro dénonce les manœuvres du syndicat. On peut penser que l'UPIU souhaite donner sa version de la fin de la lutte aux lecteurs de *War Zone Newsletter*.

Début novembre 1995, la section syndicale affronta de sérieuses tensions internes, lorsque Jim Shinall en fut élu président. Depuis des mois, les plus militants étaient absorbés par les tâches de la campagne nationale de solidarité, notamment après le succès de la campagne contre Miller, et il fut alors moins pris en compte les préoccupations des travailleurs de Staley les moins impliqués dans le conflit. Shinall et son groupe profita de cette situation, où de nombreux travailleurs étaient sur les routes dans les brigades de *Road Warriors*, en allant démoraliser les travailleurs restant sur la ville. Plusieurs fois il déclara lui-même qu'il n'avait pas l'intention de reprendre son travail à la Staley. Il souhaitait seulement obtenir ses droits à la retraite, sans égard pour ceux plus jeunes qui avaient encore besoin de leur emploi. Au début du conflit, Shinall était le président du comité de négociation. Au bout de 15 mois de lock-out, il démissionna de son poste et pris un emploi de conducteur de camion dans une entreprise qui travaillait pour Staley. Les médias de Decatur jouèrent un rôle important dans l'élection de Shinall. Le *Herald and Review* présenta en première page sa candidature le dimanche précédant son élection, et prédit sa victoire comme le fit une chaîne locale de télévision. Cela a peut-être contribué au fait que 75 % des travailleurs changèrent de position sur la proposition de convention. Il existe un doute sur les liens de Shinall avec la direction de Staley. Alors qu'il présidait le comité de négociation, il a eu des fréquents contacts clandestins avec celle-ci. Certaines de ces rencontres eurent même lieu dans un appartement loué par la section syndicale pour accueillir des militants venus d'autres villes.

Le jour qui a suivi l'élection de Shinall, la direction de Staley annonça sa proposition de convention et proposa à tous travailleurs ayant 20 années d'ancienneté l'équivalent de 150000 francs de prime de compensation pour perte d'emploi. En matière de retraite, les choses étaient plutôt décevantes, mais Shinall l'a soutenu.

Après avoir ratifié la convention, plusieurs de ses électeurs réalisèrent leur erreur et le menacèrent. Staley

organisa la protection de son domicile tout comme elle l'avait fait pour les cadres dirigeants de l'entreprise durant le lock-out. Au lendemain de son élection, Shinall apparut au local de *Campaign for Justice*, loué pour la coordination des activités de solidarité, muni d'un passe de serrurier. Il ordonna aux militants présents d'évacuer les lieux, et changea les serrures. La semaine suivante, il appela la police pour faire évacuer du local de la section, ceux qui selon lui « n'avaient plus de voix ici ». Plusieurs membres du syndicat refusèrent de quitter le local et déclarèrent : « Nous avons été lock-outés de notre entreprise, lock-outés de notre bureau de campagne, mais maintenant nous refusons d'être lock-outés de notre local syndical ». Dehors 11 voitures de police attendaient. Elles ne servirent ce soir là qu'à raccompagner Shinall chez lui. L'UPIU entra en négociation avec la direction de Staley et cette dernière permit à Shinall, exceptionnellement de faire valoir ses droits à la retraite en avril 1996.

Beaucoup de travailleurs de Decatur ont été témoins de la destruction des droits collectifs de négociations de leurs frères et sœurs, comme ceux de Caterpillar qui sont retournés au travail dans la défaite. Des ouvriers ont été licenciés sans avertissement, pour avoir apposé des autocollants du syndicat sur leur vestiaire. Au niveau national 100 travailleurs syndiqués de Caterpillar ont été licenciés et 13 d'entre eux se sont suicidés dont le président de la section syndicale de Denver.

La section syndicale de Firestone/Bridgestone a vu ses effectifs diminuer de moitié depuis mai 1995. Lorsque les travailleurs reprirent le travail après 10 mois de grève, ils ont dû accepter des rotations d'horaire de travail insupportables, qui menacent leur santé et la vie de leur famille. Pour le mois de décembre 1995, on a pu relever 5 accidents mortels dans des entreprises similaires à celle de Decatur : trois à *Archer Daniels Midland* (ADM), de Decatur et deux au site de cette société dans l'Iowa. En janvier, 4 travailleurs de Decatur furent transportés d'urgence à l'hôpital après une explosion au site d'ADM de Decatur. ADM, qui détient 7 % du capital de Staley, a déjà détruit les syndicats. [...]

Pour les 7 travailleurs de Staley injustement licenciés pour activités syndicales durant la phase du « *in-plant* », il n'y aura pas d'amnistie. Des 760 salariés de Staley, seuls 181 d'entre eux ont retrouvé leur travail. La plupart d'entre eux ont une cinquantaine d'années – trop vieux pour trouver un autre emploi, trop jeune pour la retraite. Après avoir subis un test de dépistage d'alcoolisme et d'usage de drogues, les 181 ont dû suivre une semaine de « d'orientation » durant laquelle les managers leur annoncèrent que de toute façon ils seraient à terme licenciés. Cette semaine fut complétée par un stage de « formation » dirigé par des « jaunes ».

Quoique l'abandon de la lutte par 56 % des travailleurs de Staley soit une tragique défaite, cette lutte conservera un impact et des leçons significatives pour le futur. Cette lutte a certainement éduqué et inspiré de nombreux syndicalistes, mais elle a aussi eu une influence sur la direction de l'AFL-CIO. En février 1995, 70 membres de la section de Decatur ont fait le déplacement en Floride pour rencontrer la direction de l'AFL-CIO. Le *New York Times* a alors rapporté en première page la rencontre entre les syndicalistes en tee-shirts rouges interpellant les dirigeants de la centrale syndicale : « Que faites-vous pour les syndiqués de Decatur ? ». Pour la première fois de l'histoire de l'AFL-CIO la pression de ceux d'en bas eut une influence sur le sommet et Lane Kirkland, président de l'AFL-CIO abandonna son poste. On apprit plus tard que celui-ci ne pouvait plus résister à la pression des travailleurs de Staley et de leur réseau de solidarité. En octobre 1995 il désigna son successeur Tom Donahue qui fut battu par Sweeney lors du congrès de novembre 1995. Ce dernier invita Dane Lane de Staley, en grève de la faim depuis

57 jours, à s'adresser directement au congrès, rare moment où un militant de base put parler directement à l'assemblée.

Lorsque Staley voulut imposer sa nouvelle convention en octobre 1992, les travailleurs s'adjoignirent les services de Jerry Trucker, dirigeant de la tendance de gauche de l'UAW (syndicat de l'automobile) en raison de ses qualités d'organisateur, de stratège syndical. Trucker développa l'idée d'une politique « *in-plant* » (à l'intérieur de l'entreprise) plus connue sous le nom de « *work-to-rule* ». Plutôt que d'utiliser la richesse de leurs connaissances et leur qualification, les travailleurs attendaient les instructions de contremaîtres et ne faisaient que ce qu'ils disaient. Les contremaîtres étaient ignorants des différentes subtilités des travaux effectués et par conséquent la production diminua d'un tiers. Trucker construisit cette stratégie en organisant des rencontres ateliers par ateliers. Cette politique était basée sur la créativité des travailleurs et donnait un sens à leur pouvoir et unité. La cohésion qui se construisait ainsi parmi les salariés culmina lorsque ceux-ci quittèrent leurs postes en juin 1993 en raison des conditions dangereuses de travail que l'usine leur imposait. La direction décida le lock-out une semaine plus tard, à 3 heures de l'après-midi un dimanche. Trois semaines plus tard, elle dénonça un sabotage de l'entreprise, mais n'apporta aucune preuve. Être lock-outés, plutôt que d'être en grève servit les Staley's. Les travailleurs de Firestone et Caterpillar alors en grève souffraient de la reprise des non-grévistes, mais cette possibilité, en raison du lock-out, n'existait pas à la Staley. La solidarité parmi les ouvriers de Staley née de la stratégie « *in-plant* » devint la base de la solidarité au dehors de l'entreprise. De cette première expérience se dégagèrent les meilleurs leaders. Chacun connaissait les possibilités de tous et la nécessité d'agir ensemble. Une fois lock-outés, il fut possible de mobiliser les compétences de chacun et la construction d'un réseau de solidarité à l'échelle du pays fut rapide.

Près de 100 personnes assistèrent à la fondation du comité de solidarité de Chicago, tout juste trois semaines après le début du lock-out. La section syndicale accueillit tous ceux qui venaient les soutenir, les syndiqués comme les non-syndiqués. D'autres comités de solidarité furent formés dans d'autres villes. [...] Ceux-ci étaient capables de déplacer des centaines de personnes lors de manifestations à Decatur, d'organiser la pression contre Miller et Pepsi. Très vite les comités organisèrent leur propres manifestations locales de soutien. Trois membres de ces comités (venus de Chicago, St Louis et Detroit) allèrent militer à temps plein (payés par les comités de soutien) pour la coordination et le développement de la campagne de solidarité Campaign for Justice. Lorsque les entreprises de Caterpillar et Firestone se mirent en grève aucune tentative de développer des réseaux de soutien ne fut faite. Les stratégies traditionnelles furent mises en œuvre qui découragèrent tout soutien possible de l'extérieur. L'UAW se contentant d'engager une société de relations publiques pour développer le soutien.[...]

Avant le lock-out, les travailleurs de Staley ont frappé à toutes les portes de Decatur expliquant les positions de la section syndicale. Beaucoup d'habitants de Decatur montrèrent de la sympathie pour les Staley's et lors du lock-out, plantèrent sur leurs pelouses des pancartes de protestation. L'ouverture à la communauté de la ville se prolongea avec les contacts pris avec le clergé local, les congrégations religieuses. Les Staley's discutèrent avec des pasteurs, s'appuyant sur les principes défendus par la Bible en matière de dignité du travail. Six mois après le lock-out, 60 pasteurs de Decatur firent publier dans un journal local, une pleine page appelant la compagnie à mettre fin au lock-out. A la suite de cette publication, la direction rencontra les

pasteurs, mais le résultat ne fut pas ce qu'elle aurait pu en attendre : de nombreux pasteurs furent, à la suite de cette rencontre encore plus déterminés dans leur soutien aux ouvriers. Le clergé de Decatur informa ses pairs de la situation sur la ville tant au niveau national qu'international et appela au soutien dans toutes les églises du monde.

Les travailleurs afro-américains étaient organisés dans un regroupement (*caucus*) et entreprirent tout d'abord de préparer leur présence lors de la *Martin Luther King Parade*. La ville de Decatur qui organisait et contrôlait la parade déclare que les ouvriers noirs de Staley étaient les bienvenus mais qu'aucune banderole syndicale ne serait tolérée tout simplement parce que « le Dr King n'avait rien à voir avec la question du travail ». Outragés, les travailleurs afro-américains ne se plièrent pas aux ordres de la mairie et portèrent les insignes syndicaux et leurs banderoles. Pour la première fois, sous l'égide d'associations noires, on vit dans les rues de Decatur des travailleurs blancs manifester, dans un cortège qui fut le plus important de la parade. Trois mois plus tard, se déroula la plus importante manifestation interr raciale de l'histoire de Decatur, où des travailleurs commémorèrent l'assassinat de King. Les banderoles proclamaient « Droits sociaux égalent droits civiques » et les manifestants criaient « Blancs et Noirs, unis nous battons ». La manifestation s'acheva dans la plus grande église noire de Decatur où prirent la parole des dirigeants nationaux du mouvement des droits civiques et du mouvement ouvrier.

S'inspirant de la tradition de la stratégie de désobéissance civile non-violente, 50 supporters des Staley's, plus connus sous le nom des « 50 de Decatur », organisèrent un sit-in d'une journée entière devant les portes de l'entreprise empêchant tout trafic et réduisant à néant la production de la journée. Trois semaines plus tard, afin de marquer le premier anniversaire du lock-out, plus de 400 personnes entrèrent dans l'entreprise en manifestation non-violente. Ce jour là la police dispersa la manifestation à l'aide de gaz au poivre dont les travailleurs de Staley, au premier rang, devaient subir les plus graves dommages.

La violence déployée par la police catalysa un tournant dans l'expérience de nombreux travailleurs. Avant ce gazage, la police était plutôt considérée comme un allié, des policiers contribuaient même au fonds de solidarité. La police était composée de voisins cordiaux et de proches des Staley's. Un an après le gazage, il fut décidé que la direction de la section poursuivrait en justice les responsables policiers. Tout de suite après le gazage, la direction demanda que pas plus de 10 personnes ne stationnent en piquet devant les portes de l'entreprise. La section respecta cette injonction jusqu'à la fin du conflit et n'engagea pas de résistance à ce sujet. Un sit-in en novembre 1994 fut organisé au Capitole de l'Etat de l'Illinois à Springfield et 31 militants de Staley, Caterpillar et Firestone furent arrêtés.

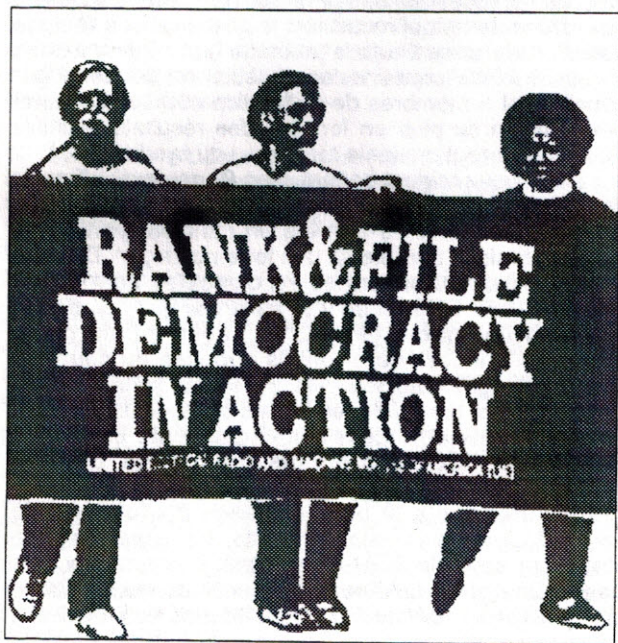
Cette retenue de la section était peut-être motivée par la crainte de lourdes amendes de plusieurs dizaines de milliers de dollars qu'elle aurait pu encourir – sans la solidarité de la direction de l'UPIU ou de l'AFL-CIO de Kirkland. Ou bien encore par le risque que le syndicat décide alors de mettre sous tutelle la section. Comme dans beaucoup d'autres organisations, les problèmes de sexisme et de racisme existaient à Decatur. En 50 années d'existence aucune femme, ni aucun afro-américain n'avait été élu à la direction de la section bien que représentant pour les premières 7 % et 10 % pour les seconds de ses membres. Pour être élue une femme noire devait recevoir le large soutien des syndiqués hommes blancs. Durant le lock-out et après la manifestation de la King parade, Jeannette Hawkins fut la première femme afro-américaine à être élue au

bureau exécutif du syndicat. Trois candidats, hommes, blancs, se retirèrent pour permettre son élection et soutenaient la candidature de Jeannette. Avant la *King Parade*, seul un syndiqué noir participait au *Road Warriors* [Les guerriers de la route, NDLR]. Après la parade, de nombreux Afro-Américains prirent leur place dans ces brigades de popularisation de la lutte.

Au début de la campagne de « *work-to rule* » des meetings de solidarité furent organisés où enfants et conjoints étaient invités. Le soutien à la lutte des conjoints, le plus souvent les femmes, ne peut être oublié. Celles-ci formèrent un groupe de solidarité pour affronter collectivement les problèmes qu'elles pouvaient rencontrer les unes et les autres en raison du lock-out. Recevant le soutien d'autres femmes, de nombreuses épouses de militants de Staley's étant, durant toute cette période, les seules personnes du foyer touchant encore un salaire, virent leur statut se transformer. D'autres décidèrent de retourner travailler. [...]

La plus sérieuse erreur qu'a pu, peut-être, commettre la section de Staley fut la campagne contre la compagnie d'assurance *State Farm Insurance*. Actionnaire significatif de ADM, cette compagnie fut la cible d'une campagne qui débuta dès la première année du conflit, mais aucun résultat significatif ne fut atteint. Les relations entre Staley et la *State Farm Insurance* n'étaient pas claires et difficiles à expliquer. De plus les assurés étaient liés par des contrats contraignants et demander de rompre les contrats avec cette compagnie ne pouvaient pas obtenir beaucoup de succès. Cette campagne joua certainement un rôle démobilisateur à terme sur les militants. La campagne contre Miller offrait, quant à elle, un objectif plus visible. Les syndicalistes de cette société purent en outre agir, également, à l'intérieur de l'entreprise. [...]

Aucune section syndicale n'a mené récemment une lutte comme l'a fait celle de Decatur. Il y a eu défaite, et une tragique défaite, particulièrement lorsqu'on prend en considération le rôle du syndicat et de la nouvelle direction de l'ALF-CIO, les divisions internes montées par le mensonge. Et aussi l'amère information selon laquelle Pepsi était proche de lâcher Staley. [...] La section 7387 doit être, cependant, fière de ceux qui durant plus de 30 longs et épuisants mois ont beaucoup donné de leur vie et changèrent pour toujours quoiqu'il en soit la vie de travailleurs et l'histoire du mouvement ouvrier de ce pays. Merci à la section 7837. Nous ne vous oublierons jamais.



Victoire de la réforme démocratique chez les Teamsters

Martha Gruelle

Labor Notes (Detroit), décembre 1996

Tout le monde savait, les élections de décembre dans le syndicat des camionneurs allaient être un véritable référendum sur la réforme démocratique ouverte depuis 1991 par son président Ron Carrey. Les résultats montrent que cette réforme est encore dans la course. Résistant à une forte offensive de la vieille garde pour reprendre le contrôle du syndicat, Carey a battu Jimmy Hoffa Jr. « Les résultats sont une victoire pour tous les teamsters qui ont travaillé à la poursuite de la réforme » a déclaré Ron Carrey lors de la proclamation des résultats. « Nous avons déjà gagné sur notre programme avant que les voix soient comptées, puisque grâce à nos réformes, nos adversaires ont été obligés d'accepter notre plate-forme » a-t-il ajouté. Pour la TDU¹ « Soudain, ils (les bureaucrates syndicaux, NDLR) se sont prononcés en faveur des élections directes des représentants syndicaux et contre les districts régionaux², des structures bureaucratiques qu'ils ont contrôlées pendant des années. » Quoique les 52 % de voix recueillis par la liste de Carrey lui donne encore une marge étroite, ce score représente une progression par rapport aux 48 % de voix qui s'étaient regroupés autour de son nom en 1991 contre les deux candidats de la vieille direction. Il faut également noter une participation très faible (35 % des inscrits), ce qui est par ailleurs beaucoup mieux que les 28 % de 1991. Ajoutons enfin que Carrey a gagné 37 000 voix par rapport aux élections précédentes. 5 régions sont désormais acquises aux réformateurs qui recueillent le plus de voix à l'est, au sud du pays et au Canada³ mais de façon bien moindre à l'ouest. Hoffa conserve son bastion du centre et par conséquent 5 membres de sa fraction bureaucratique et peut-être un de plus en fonction des résultats définitifs de l'ouest seront présents au bureau du syndicat. [...]

Bien que président sortant, Ron Carrey a dû affronter des élections plus difficiles que celle de 1991. Cette fois, l'opposition était unie derrière un candidat portant un nom qui drainait derrière lui une forte nostalgie⁴. De plus, de nombreux bureaucrates syndicaux se sont battus comme si leur vie était en jeu ; il est vrai que nombre de leurs privilèges ont été mis en cause durant ces 5 dernières années. Aussi ont-ils dépensé au cours de cette campagne deux fois plus que la liste sortante. Mais surtout ils ont tiré quelques leçons stratégiques de leur échec précédent. « Leur campagne a été organisée comme la TDU le préconise dans ses brochures » explique Ken Paff, un des animateurs de la TDU. « Faire campagne à la base demande dix fois plus de temps [...] dans certains endroits, les supporters de Hoffa ont copié la TDU et construit des réseaux à la base » souligne-t-il. Ailleurs, l'influence de vieux patrons du syndicat est bétonnée. La moitié des voix de Hoffa dans le centre vient de Chicago, qui abrite plus de

110000 teamsters répartis en 22 sections. Chicago, une ville que Gillian Furts de Minneapolis surnomme « le lit douillet de la corruption ». La section 705 de Chicago a, par exemple, été mise sous tutelle pour corruption et détournements de fonds. Avant la mise sous tutelle, « il y avait 84 membres du syndicat payés plus de 300000 francs par an. Il faut une bonne armée pour protéger de tels privilèges » explique Furst membre de la commission chargée de la mise sous tutelle. Le Local 705 n'est plus sous tutelle depuis 1995 et 3800 voix se sont alignées sur le nom de Carrey contre 3300 pour Hoffa. La main de fer de la vieille garde tient toujours cette section sous sa coupe. Le ramassage collectif des bulletins de votes est une forme d'intimidation à Chicago qui a voté à 60 % pour Hoffa. Pour Mike Ruscigno, membre du syndicat de New York, le message de Hoffa a pu être malgré tout attirant parce que « devenir membre du syndicat représente un effort et les gens attendent que vous leur donniez leur du et preniez soin d'eux » et Hoffa a joué la-dessus en promettant de faire comme son père. « Souvent le vote Hoffa exprime une frustration des syndiqués et plus largement des travailleurs » explique Bill Urman, vice président d'une section du centre, perdue par Hoffa. « La plupart des syndiqués ne veulent qu'une chose : un robuste syndicat qui combatte les entreprises toujours plus avides. Les gens ont donc voté pour Hoffa parce qu'ils pensent qu'il peut leur donner cela » ajoute Furst. Les partisans de Carrey et les militants de la TDU savent qu'ils ont brisé une très sérieuse offensive. Une victoire de Hoffa « nous aurait renvoyés aux heures sombres d'un moyen âge syndical » conclue Ruscigno.

Beaucoup se félicitent de la ré-élection de Carrey parce que la convention avec la société UPS doit être renouveler cet été. « Je ne veux pas imaginer ce qui aurait pu se passer si Hoffa avait négocié avec UPS » confie Debra McBride, conductrice de transport à Charlotte. Elle ajoute : « c'est un avocat mais c'est aussi un homme des patrons » (En 1993, Hoffa a défendu la société Embassy Suites Inc. dans un procès qui l'opposait à un membre du syndicat de Detroit). La moitié des employés d'UPS travaillent à temps partiel et il est difficile de les syndiquer. Dave Staiger, qui est dans cette situation, s'est engagé dans une campagne d'organisation de ses collègues. Pour lui, la victoire de Carrey est une bonne nouvelle, il continuera la campagne initiée par le syndicat « qui nous aide à réduire les écarts de salaires à l'UPS et à créer des emplois à temps plein décemment payés ». Et Staiger de raconter : « Un collègue qui travaille dans les mêmes conditions que moi, m'a dit que la campagne de Carey avait beaucoup aidé à faire entrer le syndicat dans la vie des employés à temps partiel ».

1- *Teamster for a Democratic Union* (TDU), regroupement des syndicalistes pour la démocratisation du syndicat, est née au début des années 70 et a joué un rôle très important dans le renversement, en 1991, de la direction mafieuse du syndicat (NDLR).

2- Les districts régionaux étaient des structures de direction du syndicat mises en place par l'ancienne direction qui avaient pour principales fonctions d'alimenter les caisses personnelles des permanents et de contrôler étroitement le syndicat. (NDLR).

3- L'*International Brotherhood of Teamsters* compte au total 1,5 million adhérents, Canada compris. (NDLR)

4- Jimmy Hoffa, le père de Jr, fut président du syndicat des Teamsters de 1955 à 1971. Condamné à 13 ans de prison pour corruption, il abandonnera son mandat de sa geôle. Après sa libération en 1971, il continue d'influencer le syndicat jusqu'à son assassinat en 1975. Le film *Hoffa* interprété par Jack Nicholson retrace la vie de ce camionneur devenu bureaucrate maffieux. La fédération des Teamsters expulsée de l'ALF-CIO en 1957, en raison de la corruption mais aussi de sa puissance menaçante, la réintégrera avec la victoire de Ron Carrey au début des années 90. (NDLR)

Sisterhood & Solidarity Feminism and Labor in Modern Times

Diane Balser

South End Press, 1987

par Patrick Le Tréhondat

Diane Balser est une militante du mouvement des femmes depuis de nombreuses années. Elle a été l'une des fondatrices de l'association « Du pain et des roses ». Elle anime un réseau composé de 19 mouvements féministes. Elle est également l'auteur de *Women : Their Present Situation in the World*.

Selon les chiffres publiés par le ministère du Travail, en 1991, la moitié du ciel américain représentait 52,30 % de la population américaine. Nées entre 1946 et 1964 (baby boom), les femmes du groupe d'âge 25-34 ans formaient en 1990 la partie la plus importante de la population féminine. En raison de la baisse du taux de fécondité, l'âge moyen des femmes tend à s'élever. En 1980, l'âge médian était de 31,3 ans, onze années plus tard, il est de 34 ans. Les femmes âgées de 35-44 ans seront en l'an 2000 les plus nombreuses. En 1991, sur les 99,2 millions de femmes âgées de plus de 16 ans, 57 millions travaillaient et formaient 45,6 % de la force de travail américaine. Durant les années 80, les femmes ont connu un taux de croissance d'emploi important, même si les postes de travail occupés étaient le plus souvent des emplois précaires. En 1980 et 1991, 62 % des créations d'emplois le furent au profit de femmes et principalement au profit de femmes de moins de 40 ans. De plus, le nombre de femmes qui retournent travailler après la naissance de leur(s) enfant(s) s'accroît de façon significative. En mars 1981, 25 % des femmes travailleuses étaient mère d'enfants. Elles sont, 11 années plus tard, 42 %. 1991 marque un tournant dans l'évolution du travail des femmes. La récession les frappe les premières, et le plus durement.

En termes de secteurs d'activité, en 1980, 60 % des emplois occupés par des femmes le sont dans le secteur des services. Ainsi, 40 % des employés de la fonction publique sont des employées et l'armée américaine compte dans ses rangs 11 % de femmes ce qui en fait une des armées la plus féminisée au monde. En termes de salaires, d'importantes différences se font sentir. En 1991, on considérait que le salaire moyen des femmes représentait 70 % de celui des hommes. Dans les années 80, cette disparité s'est accrue notamment en fonction de la couleur de peau.

Entre 1970 et 1990, 99 % des familles frappées de pauvreté étaient des familles monoparentales conduites par une femme. Quoique représentant une fraction importante de la force de travail, les femmes sont minoritaires dans les syndicats. En 1991, elles représentaient 35 % des syndiqués. Les relations entre syndicats et femmes ne vont donc pas de soi. Avec

Sisterhood and Solidarity, Feminism and Labor in Modern Times, Diane Balser a entrepris d'examiner comment l'oppression genrée² et sociale n'a pas abouti à une expression de réelle ampleur de femmes travailleuses dans le mouvement ouvrier. Une histoire faite d'avancées et de défaites face à la contrepartie masculine que celle-ci soit représentante du capital ou dirigeante syndicale.

Aux origines

Dans les années qui suivirent la fin de la guerre civile, la question du droit de vote devint la question clef entre les courants du féminisme réformiste et radical. Une des discussions, qui a séparé ces deux courants a été de savoir s'il fallait ajouter au quinzième amendement de la Constitution qui reconnaissait le droit de vote « sans considération de race, de couleur, ou des conditions de servitude antérieures », le mot « sexe ». Certaines féministes considéraient que le passage du quinzième amendement tel quel était une avancée qui créerait de meilleures conditions à la reconnaissance du droit de vote pour les femmes, y compris pour les femmes noires. L'autre courant voulait se saisir de ce moment pour affirmer la notion de suffrage universel. Conduite par Susan B. Anthony et Elizabeth Cady Stanton, cette aile radicale n'était pas exempt de racisme dans son argumentation qui soulignait que les hommes noirs étaient souvent plus tyranniques que les hommes blancs ou que les femmes blanches voteraient mieux que les hommes noirs. Cette question du droit de vote ne se résumait en rien à un positionnement tactique. « Il est paradoxal de voir que les féministes qui défendaient la position la plus ferme sur la question de l'émancipation des femmes, n'étaient pas capables d'intégrer une compréhension du racisme et de ses interconnexions avec le sexisme. » remarque Diane Balser. Cette fracture eut de graves répercussions sur le mouvement des femmes. De plus l'incapacité du mouvement ouvrier à prendre en charge, y compris en termes d'alliances contradictoires, sur une base progressiste, la revendication féministe, la question raciale et sociale a également permis l'éloignement d'une fraction importante de femmes blanches du Sud vers le Klu Klux Klan (voir *L'Autre Amérique* n° 12 : « Femmes du Klan, racisme et genre dans les années 20 »).

L'irruption des femmes dans le mouvement syndical ne peut être comprise sans prendre en compte l'existence d'un mouvement féministe combatif en faveur du droit de vote. Certains segments de ce mouvement, élargissant la question de l'égalité politique à la question sociale, en vinrent à réclamer l'égalité des salaires entre hommes et femmes. Les mouvements en faveur de la tempérance, principalement animés par des femmes, devaient pour certains d'entre eux suivre le même processus.

La rupture intervenue dans le mouvement féministe conduisit Susan B. Anthony et Elizabeth Cady Stanton à la recherche de nouveaux alliés pour la défense du programme féministe. En janvier 1868, elles fondèrent le journal *Revolution* qui développa, au fil de ses différents numéros, une analyse détaillée de l'ensemble des aspects de l'oppression des femmes et notamment sa forme économique avec la situation des femmes travailleuses. Deux années avant la parution de *Revolution*, le *National Labour Union* (NLU) était fondé et prenait fait et cause pour la défense des femmes travailleuses. Par ailleurs, le NLU était fortement engagé dans la fondation d'un parti du travail indépendant. Très rapidement une collaboration s'engagea entre le NLU et *Revolution*. L'adoption par le NLU de la revendication « salaire égal à travail égal » si elle ne doit pas faire oublier que souvent le travail des femmes ne recouvrait pas exactement les emplois occupés par les hommes et

que par conséquent cette revendication ne résolvait pas la question de la ségrégation sexiste dans la répartition des emplois eux-mêmes et que la question du travail domestique restait enfermée dans la sphère du privé, est malgré tout le résultat de l'influence de *Revolution* sur cette organisation syndicale. Par ailleurs, le NLU resta opposé ou tout du moins silencieux sur la question du droit de vote des femmes. Cependant, les féministes de *Revolution*⁴ considéraient que les prises de positions du NLU constituait une avancée positive du mouvement ouvrier.

A l'origine de la formation du mouvement syndical moderne, Diane Balser rappelle qu'il y eut l'opposition de l'*American Federation of Labor (AFL)* à la présence des femmes dans les entreprises et par conséquent dans les syndicats où des taux de cotisations élevés dissuadaient des femmes d'adhérer, et que même des amendes étaient pratiquées contre tout travailleur prêtant assistance à une femme sur les lieux de travail. Face à cet ostracisme, les femmes construisent leurs propres organisations de défense qui, dès la moitié du XIX^e siècle, conduisirent d'importants conflits notamment dans le secteur textile. La question de l'égalité politique fit également l'objet d'une politique particulière de la part de *Women's Trade Union League*, organisation de femmes travailleuses (1903) vis-à-vis de l'AFL en dépit de son opposition au droit de vote des femmes et ce afin que celle-ci se prononce sans hésitation en faveur des droits politiques des femmes. Ce que l'AFL fit tout du moins dans ses déclarations. Ainsi, lorsque ce siècle s'ouvrit, les principaux syndicats de femmes ouvrières étaient constitués comme la *Women's Trade Union League* qui s'illustra dans un important conflit en 1909, resté dans l'histoire du mouvement ouvrier américain sous le nom du « Soulèvement des 30000 »⁵. La mémoire ouvrière se souvient encore aujourd'hui avec émotion de l'une des animatrices de cette grève, Clara Lemlich. Fuyant à l'âge de quinze ans les pogroms russes, Clara Lemlich se retrouva dans les ateliers de confection new-yorkais. En Russie, elle avait pris connaissance de premiers écrits socialistes. En 1906, elle fut une des fondatrices du syndicat du textile ILGWU. Elle fit ses premiers pas de dirigeante syndicale lors d'une réunion regroupant plusieurs milliers de femmes, où elle prit d'assaut la tribune occupée par de mâles dirigeants syndicaux et s'adressant en yiddish à ses camarades fit voter la grève en les appelant à prêter le serment juif de se battre jusqu'à la victoire. En 1912, la grève de Lawrence fut conduite par des femmes (20000 ouvrières) qui gagnèrent une popularité immense notamment avec leur slogan devenu célèbre « Nous voulons du pain et des roses ». Ces conflits animés par des femmes étaient également le produit de la lutte de cette force de travail non qualifiée que l'AFL, s'appuyant pour l'essentiel sur des travailleurs dits de métier, refusait d'organiser. La naissance de la CIO (*Congress of Industrial Organizations*), en 1935, allait changer les données dans le mouvement ouvrier et permettre aux femmes de trouver leur place dans des organisations syndicales où elles purent lutter presque aux côtés des hommes. Cette évolution allait conduire l'AFL à accueillir, à son tour, des femmes dans ses rangs, devenue consciente, que ces travailleuses représentaient un enjeu d'organisation important. Cependant, dans les syndicats, les femmes durent affronter de nouveaux problèmes.

L'industrialisation (et ses conséquences sur les modes de représentation de la force de travail et sa composition interne) combinée à la victoire en 1920 des femmes sur la question du droit de vote (19^e amendement) et la démonstration pratique de leur propre capacité d'organisation ont donc profondément modifié la place des femmes dans le mouvement syndical.

Désormais l'expression autonome des femmes travailleuses allait prendre un nouveau visage et être confrontée à de nouveaux problèmes, notamment dans l'expression de leurs revendications de femmes, de travailleuses et/ou de femmes-travailleuses.

Dans son étude des relations du mouvement féministe et du mouvement ouvrier, Diane Balser s'intéresse particulièrement à la *Union Wage* des années 70. *Union Wage* est née en 1971, lors d'une rencontre organisée par la *National Organisation for Women* (NOW). Fondée par une soixantaine de femmes, la *Union Women's Alliance to Gain Equality* se considérait comme une réponse à la négligence dans le mouvement des femmes de la question des femmes travailleuses en tant que telles. Diane Balser relate notamment une des discussions qui agita cette organisation concernant la revendication de l'ERA (*Equality Right Amendment*, amendement pour l'égalité des droits). Un des problèmes posés était qu'une telle loi pouvait éliminer toute la législation, notamment dans les entreprises, protégeant les femmes, en matière par exemple de temps de travail journalier maximum. Selon Balster, les femmes qui défendaient les lois de protection des femmes reconnaissaient en effet que les femmes étaient plus « faibles » que les hommes et donc véhiculaient une conception « sexiste ». Les femmes en faveur de l'ERA considéraient que la législation protectrice maintenait les femmes dans un statut d'infériorité. De plus cette législation protectrice écartait les femmes de certains travaux et les empêchait d'accéder à des emplois mieux rémunérés. *Union Wage* se prononça rapidement en faveur d'un *Labor ERA* (un amendement pour l'égalité des droits au travail) qui non seulement n'éliminerait pas la législation protectrice, mais l'étendrait aux hommes. *Wage* s'opposait à ce qu'elle appelait un « *pure ERA* ». Cette position conduisit à un conflit avec NOW qui faisait campagne pour une législation ERA au niveau fédéral. Les femmes membres de *Wage* considéraient que le passage de l'ERA sans prise en compte de la situation des femmes sur les lieux de travail auraient des effets bénéfiques seulement pour les femmes les plus favorisées socialement et serait au bout du compte négatif pour les travailleuses. Le débat s'accrut en 1972 à l'occasion d'une convention syndicale californienne. Les militantes de NOW, présentes aux portes de la réunion, y distribuèrent des tracts attaquant le mouvement syndical californien sur son refus de soutenir un ERA fédéral, notamment sur la revendication « travail égal, salaire égal » et sur d'autres questions directement liées aux relations d'inégalités existant entre hommes et femmes dans l'entreprise. Lorsqu'enfin le 13 novembre 1973, l'ERA national fut ratifié, certaines des prédictions de *Wage* se vérifièrent. A la *Bank of America*, par exemple, la direction annonça qu'elle ne fournirait plus la possibilité aux femmes travaillant la nuit la possibilité de rentrer en taxi, à la charge de l'employeur, en s'appuyant sur le fallacieux prétexte que des hommes auraient pu poursuivre la banque pour discrimination à l'encontre des hommes. « Dès sa naissance *Wage* a eu une réelle compréhension de l'oppression duale des femmes salariées : elles sont opprimées tant à la maison que dans l'entreprise. Être une femme a des conséquences directes sur la façon dont vous êtes traitée au travail. La force de la majorité consensuelle qui animait *Wage* était cette compréhension de la double oppression. « L'accord que partageaient ces femmes portait également sur l'importance du rôle qu'avaient les travailleuses dans la réalisation du programme de libération des femmes sur le lieu de travail et le rôle potentiel des travailleuses dans le changement de fonctionnement des syndicats » souligne Balser. « Cependant *Wage* montrait des limites dans sa compréhension de l'oppression et l'unité de toutes les femmes. Elles étaient fondamentalement

divisées, selon *Wage*, entre classes moyennes et travailleuses, et non pas considérées comme un ensemble subissant de façon commune et première une oppression comme groupe de genre ». *Wage* devait disparaître en 1982.

Au terme de son étude qui porte, outre sur les associations mentionnées ci-dessus, mais également sur la *Working Women's association* (1868) et la *Coalition of Labor Union Women* (CLUW) qui depuis 1974 rassemble des femmes syndiquées sur un programme féministe, Diane Balser rassemble ses conclusions autour de sept propositions. En voici quelques extraits :

1- « Depuis un siècle nous avons assisté à un développement continu des relations entre mouvement féministe et mouvement ouvrier, et notamment en raison de l'augmentation de la place des femmes dans la force de travail. Malgré le déclin du syndicalisme, les femmes ont constitué la base d'un développement des syndicats. De plus, les femmes en raison de leur nombre et de la conscience qu'elles portent, représentent un potentiel pour une rénovation des syndicats et leur renforcement. »

2- « Nous avons pu également observer le développement d'un féminisme de femmes travailleuses qui porte un programme unifiant de toutes les femmes et fonde une alliance entre les femmes et les travailleurs. Ce programme peut constituer la base d'un changement progressiste. Afin d'organiser massivement les femmes, les féministes comme le mouvement ouvrier doivent de façon consciente mettre en avant des questions qui intéressent les femmes en tant que femmes et comme travailleuses. Plusieurs indices mis en avant dans ce livre ont été utilisés pour montrer une évolution dans l'intégration des questions de genre et de travail. »

3- « Nous avons besoin de construire de nouvelles organisations de femmes travailleuses plus larges et plus inclusives que celles que nous avons connues dans le passé. Le CLUW est la plus importante organisation de femmes syndiquées, mais la majorité des femmes ne sont pas syndiquées et donc ne peuvent pas adhérer au CLUW. Quoique NOW soit la plus importante organisation des droits des femmes, ses membres représentent seulement un faible pourcentage de la population féminine. »

4- « La syndicalisation des femmes est une question clé pour le pouvoir politique et économique des femmes. Le mouvement féministe et ouvrier doivent considérer cet objectif comme prioritaire.

5- « Les organisations féministes et les associations de femmes travailleuses doivent agir avec le mouvement syndical existant pour la syndicalisation des femmes et dans le même temps, ces organisations doivent maintenir en parallèle une base indépendante de femmes qui développera une vision féministe claire et produira une pression extérieure nécessaire pour obliger les syndicats à organiser les femmes non-syndiquées. »

6- « Les femmes doivent conduire le mouvement syndical où le principal obstacle pour les femmes a été justement l'absence de celles-ci dans les directions du mouvement ouvrier.

7- « La combinaison du féminisme et du mouvement ouvrier organisé doit conduire à l'élaboration d'un programme large et hautement progressiste pour l'ensemble des groupes opprimés dans la société. Aujourd'hui dessiner ce programme est d'une grande nécessité pour les femmes, le mouvement des travailleurs, et les autres groupes opprimés, particulièrement des gens de couleur, afin de poser les bases d'une alternative aux priorités politiques en cours. Dans chaque cas que nous avons étudié, nous avons vu que lorsque le féminisme et le mouvement ouvrier étaient en situation de s'unir et

lorsque les femmes étaient en position de s'organiser dans leurs propres organisations de femmes travailleuses, le programme politique qu'ils développaient était plus vaste et plus perceptible par tous que celui que chaque partie aurait pu développer séparément. »

1- *Women & Workers : Trends and Issue*, US Department of Labor - Women's Bureau 1993.

2- Nous reprenons le concept de genre comme outil de compréhension des rapports sociaux de sexe.

3- Cette lutte déboucha sur la grève générale des ateliers textiles new-yorkais qui occupaient plus 100000 personnes, majoritairement composées de femmes, non-syndiquées, qui conduisirent la grève.

4- Ainsi que Marx qui, dans une lettre à un ami américain, remarquait qu'un « un grand progrès est apparu lors du dernier congrès du NLU qui, parmi d'autres choses, a traité de la question de l'égalité avec les femmes travailleuses, alors que sur cette question les anglais et les galants français font preuve d'une étroitesse d'esprit. Chacun sait, s'il connaît quelque chose à l'Histoire, qu'aucun grand changement social sera possible sans le ferment féminin. Le progrès social peut être exactement mesuré par le progrès social du beau sexe ».

L'autre Amérique in Paris

L'Amérique de la dépression.

Artistes engagés dans les années 30.

Une exposition et un catalogue du musée-galerie de la Seita.

Patrick Silberstein

Une centaine de gravures pour le plaisir des yeux, du cœur et de l'esprit et qui illustrent la force de l'engagement des artistes américains dans la perception sociale et culturelle de la Grande Dépression.

A la fois formidable entreprise de reconstruction d'un pays délabré et de redressement du capitalisme américain, le *New Deal* n'a pu se faire qu'en mobilisant ceux et celles qui ont créés les richesses de ce pays-continent. Si pour comprendre les mécanismes sociaux et politiques du *New Deal*, il faut sans doute encore élucider bien des mystères qui embrument l'intelligence critique que l'on peut avoir en Europe de l'AmériKKKe et de sa classe ouvrière, cette exposition donne à voir que le *New Deal* fut aussi une grande aventure artistique.

Avec ce qu'on appelle le *New Deal Art* l'administration Roosevelt a su mobiliser les énergies artistiques – y compris leurs expressions les plus radicales sur le plan politique – en commandant fresques, peintures, photos, gravures et sculptures, pour que les artistes exaltent les victimes d'un capitalisme aussi sauvage qu'anthropophage. En parcourant l'exposition, on sent palpiter le cœur de l'Amérique ouvrière avec ses souffrances, ses combats, ses aspirations et bien sûr ses ambiguïtés. Les laissé pour compte du rêve américain nous parlent par la voix de ses graphistes pour nous dire que si le rêve est brisé, qu'il est même cauchemar, il n'en est pas pour autant éteint.

Enfin, à l'aulne de cette exposition, on mesure la distance entre la vision rooseveltienne qui subventionne les artistes en créant le *Public Works of Art Project* qui salaria plusieurs milliers d'artistes entre 1933 et 1943 et la presbytie libéral-clintonienne.

D é c o u v r e z

L'autre Amérique

Qui d'entre nous n'a pas combattu le talon de fer aux côtés des Chevaliers du Travail, musardé avec Jack London le long des voies ferrées, croisé Lee Gordon dans sa croisade contre les préjugés raciaux, serré la main de John Reed, cueilli les raisins de la colère avec Cesar Chavez et fredonné avec Woodie Guthrie et Pete Seeghers ? Qui d'entre nous n'a pas combattu l'arbitraire patronal avec Norma Rae, ne s'est pas jeté corps et âme dans la grève à Minneapolis, à Flint ou aux côtés des mineurs virginienins insurgés ? Qui d'entre nous n'a pas serré le poing avec *Fist*, aimé *Blue Collar*, patrouillé dans les ghettos avec les Panthers en armes, observé le parcours de Malcolm Little, défié la garde nationale à Berkeley ou manifesté en uniforme sur la base sud-vietnamienne de Dah Nang ?

Nous sommes loin ici de Coca-Reagan, de Disney-McDonald et d'ITT-CIA. Plus exactement, nous sommes de l'autre côté ! Si le cauchemar américain n'a pas de secret pour nous, cette Amérique de la contestation ne semble exister pour nous que dans le cinéma et la littérature. Et pourtant !

Au fil des pages de *L'autre Amérique*, la découverte de la gauche de l'Amérique vaut le voyage. Elle donne à nos rêves et à nos combats rien moins que des pistes pour redéfinir un projet de transformations sociales, les contours et les formes d'une nouvelle alliance progressiste.

Cette autre Amérique nous interpelle fortement. D'autant qu'elle puise son inspiration à la source des souffrances, des résistances et des luttes sociales.